

REPORTAGE

Au Soudan, après le massacre du 3 juin, « les gens pleurent les morts et la perte du sit-in »

vendredi 21 juin 2019, par [HUON Patricia](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juin 2019).

Le massacre du 3 juin à Khartoum, où une centaine de militants sont morts sous le feu des militaires, a refréné l'élan démocratique engagé depuis la chute du régime mi-avril. Si la peur a pris le pas chez certains, d'autres restent malgré tout déterminés à continuer le combat.

Sommaire

- [« Fou de rage »](#)
- [Bouche à oreille](#)

« Ils ont voulu nous briser émotionnellement, mais ils ne nous arrêteront pas, dit Imane Osama. C'est le peuple qui aura le dernier mot. » La professeure d'anglais sourit, mais son regard est sombre. Et il y a de la tristesse dans le geste du V de la victoire qu'elle dessine de ses doigts. A Khartoum, la capitale soudanaise, garder espoir est devenu un acte de bravoure. Un de plus pour ceux qui ont pris part au mouvement de protestation qui, à l'issue de plusieurs mois de manifestations, a entraîné le 11 avril la destitution du dictateur Omar el-Béchar après trente ans au pouvoir. Le sentiment de liberté fut de courte durée. Le 3 juin, alors que les contestataires exigent un gouvernement civil et que le Conseil militaire de transition (CMT) qui dirige le pays rechigne à partager le pouvoir, les forces de sécurité tirent sur la foule, rassemblée depuis près de deux mois dans un sit-in devant le siège de l'armée. C'est un massacre. Au moins une centaine de personnes sont tuées.

« Fou de rage »

Imane pose la main sur le bras de son ami Hassan [1] pour l'encourager. Les mots sortent péniblement, semblent inadéquats pour décrire les humiliations et brutalités subies. « C'est la première fois qu'il raconte en détail ce qu'il a vu, dit-elle. C'est important d'en parler. Il faut que tout le monde sache de quoi ils sont capables. » Hassan, un comptable de 26 ans, était présent, comme chaque jour, lorsque les premiers coups de feu ont retenti à l'aube. « Soudain, j'ai vu des gens tomber. Et j'ai compris ce qui était en train de se passer. Ce n'était pas une surprise, c'était juste horrible. » Un ami meurt dans ses bras. « Nous avons tenté d'emporter le corps, mais des hommes en uniforme nous ont ordonné de le laisser là », raconte-t-il. Avec d'autres jeunes hommes et quelques femmes, il est forcé de s'allonger par terre, tabassé à coups de canne, fouetté.

Il accuse les redoutées Forces de soutien rapide (RSF), force paramilitaire et bras armé du général Mohamed Hamdan, dit « Hemeti ». « Ils ont mis une arme sur ma tête. Ils voulaient que je crie que j'aimais Hemeti, que je clame qu'il est notre leader, dit-il. J'ai vu deux hommes, originaires du Darfour, abattus à bout portant. D'autres ont été violés. Tenter d'intervenir, c'était accepter de mourir. » La répression révèle, dans un bain de sang, la fragilité du mouvement démocratique non violent, face à un adversaire lourdement armé. Pendant plusieurs jours, le jeune homme reste muet, sous le choc. « J'ai pris du Valium pour dormir, admet-il. Les images me revenaient sans cesse en tête. »

Dans les rues de Khartoum, les miliciens des RSF, souvent très jeunes, restent visibles, postés à côté de

leurs pick-up armés de mitraillettes. A la vue des uniformes beige camouflage, Hassan se tend, son visage se crispe. Malgré l'angoisse, il continue de prôner la résistance pacifique. « La seule manière de combattre un régime aussi violent, c'est de faire exactement le contraire de ce qu'ils font. Ma tête a compris que c'était le seul moyen de procéder. Même si mon cœur continue d'être fou de rage. » Le Conseil militaire de transition est dirigé par le général Abdel Fattah al-Burhan, mais chacun sait ici que c'est Hemeti le véritable homme fort du pouvoir. A Khartoum, le numéro 2 de la junte militaire est souvent décrit, avec un mélange de crainte et de mépris, comme un chef de guerre « sanguinaire », « un voleur de bétail » sans éducation, auteur d'atrocités innommables au Darfour. Dans la capitale, c'est la révolution qu'il a kidnappée.

Dimanche, dans une salle de conférence au bord du Nil, plusieurs centaines d'hommes vêtus de la traditionnelle djellaba blanche soudanaise ont été amenés par bus pour une manifestation de soutien aux militaires. « Une nation, une armée », scande la foule. « La manière dont les manifestants ont été dispersés était une erreur. Mais je n'étais pas d'accord non plus avec leurs méthodes, pense un notable venu de la province du Nil Blanc, au centre du pays. Un rassemblement devant le siège de l'armée, avec tous les excès qui allaient de pair, c'est le désordre, ce n'est pas une démarche politique. »

Treillis militaire identique à celui de ses hommes, casquette sur la tête, Hemeti apparaît, entouré de gardes du corps. Face à l'assemblée, il promet d'éviter le « chaos », de céder le pouvoir au peuple « quand le temps viendra », de développer le pays. Pour le général, c'est une opération de communication, face aux caméras, afin de tenter de se racheter une légitimité, de prouver un soutien populaire. « Il y a eu beaucoup de rumeurs, alors que ce que nous voulons, c'est la paix. [...] Le démantèlement du sit-in est un piège qui a été tendu aux RSF. Mais je ne veux pas en dire plus avant les résultats de l'enquête », dit-il avant de promettre de mener les coupables des crimes commis « jusqu'à la pendaison ».

Les négociations sont au point mort depuis le mois dernier. La coalition d'opposition, les Forces pour la liberté et le changement, continue de demander un partage du pouvoir avant l'organisation d'élections, une enquête internationale sur le massacre et le retrait des RSF des rues de Khartoum. Début juin, l'Union africaine a suspendu le Soudan jusqu'à ce qu'un gouvernement civil soit formé. Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, tente une médiation. Sans succès pour l'instant.

Du sit-in, gigantesque festival, lieu de rencontres et d'expression, qui a incarné l'élan démocratique, il ne reste plus rien. Même les fresques colorées qui ornaient les murs alentour, devenues un des symboles de la révolution, ont été pour la plupart recouvertes de peinture blanche. « C'est comme s'il ne s'était rien passé. C'est un retour à la case départ, dit Awad Ilyas, un producteur musique. Cet endroit était extraordinaire. Il y avait une énergie, une solidarité comme je n'en avais jamais vu nulle part ailleurs. » Sur un petit pont métallique aujourd'hui déserté, des tambours résonnaient nuit et jour. Face au vide laissé, son optimisme s'effrite encore un peu plus. « Ce mouvement était comme un feu que l'on entretenait chaque jour, dit-il. Lorsqu'on jette du sable sur les braises, il est difficile de les ranimer. »

Le traumatisme est profond. « Les gens sont en deuil, même ceux qui n'étaient pas là lors du massacre. Ils pleurent les morts et la perte du sit-in », dit Sulaima Sharif, en charge du centre Ahfad pour la santé mentale. La psychologue et activiste a parlé à de nombreuses victimes en détresse, qui sont venues la voir ou l'ont contactée par téléphone, par souci d'anonymat. Parmi les violences subies, elle a recensé une vingtaine de cas de viols, commis par les forces de sécurité lors de la dispersion du sit-in. Elle est persuadée qu'il y en a bien plus, mais le tabou empêche la plupart des victimes, hommes et femmes, de demander de l'aide. « Il faudra du temps pour que les blessures guérissent, dit-elle. Des familles cherchent encore un fils ou un frère disparu. » L'Association des professionnels soudanais (APS), épine dorsale de la contestation, affirme qu'au moins 40 corps ont été jetés dans le Nil.

Bouche à oreille

Depuis le 3 juin, le réseau internet est coupé sur l'ensemble du territoire soudanais. Selon le CMT, il s'agit d'une mesure préventive pour la sécurité nationale. Une méthode de plus en plus souvent utilisée par les

gouvernements autoritaires pour désarmer les mouvements d'opposition ou dissimuler des exactions. Pendant les journées mouvementées des manifestations, presque tout le monde à Khartoum était collé à son téléphone portable. Twitter, WhatsApp et Facebook ont permis de galvaniser les revendications, de faire passer les directives. Aujourd'hui, les réseaux sociaux ne peuvent même plus servir d'exutoire pour exprimer les frustrations, la colère ou la peine de ceux qui ont perdu des proches, et vu leurs rêves de liberté anéantis.

C'est dans cette atmosphère oppressante que la résistance tente de se réorganiser. Après la suspension d'une grève générale de trois jours la semaine dernière, l'Association des professionnels soudanais vient d'appeler à reprendre les manifestations, de nuit, dans les ruelles, à partir de ce mardi. Des vidéos de rassemblements furtifs, dans l'obscurité, qui auraient eu lieu ces derniers jours, ont déjà été publiées sur sa page Facebook, suivie par 800 000 personnes. Le mot d'ordre semble se répandre à travers la capitale, de bouche à oreille et par SMS, par l'intermédiaire des comités de quartier qui ont été créés pour assister le mouvement de protestation. Ils transmettent des informations, fournissent un soutien financier aux familles les plus démunies, coordonnent les actions. « Nous nous organisons pour poursuivre la désobéissance civile pacifique, dit Mohamed Naji al-Assam, un leader de la contestation et porte-parole de l'APS. Nous ne laisserons pas une autre dictature s'installer. »

Mais parfois, le cœur n'y est plus. La peur a pris le dessus. Certains, qui peuvent se le permettre financièrement, quittent le pays pour « quelque temps ». Les départs sont discrets, personne ne voudrait casser le moral de ceux qui ont la force de rester - ou n'ont pas le choix -, ceux qui se disent prêts à redescendre dans la rue. « Le combat n'est pas terminé, pense Hassan. Nous avons besoin d'une pause. Il y a trop de colère. Mais ce n'est qu'un pas en arrière avant de reprendre le combat. »

Patricia Huon envoyée spéciale à Khartoum

P.-S.

• Libération, 18 juin 2019 à 20:06 :

https://www.liberation.fr/planete/2019/06/18/au-soudan-les-gens-pleurent-les-morts-et-la-perte-du-sit-in_1734652

Notes

[1] Le prénom a été changé.